

Sujet : Re: Demande de complément concernant le dossier "cas par cas" : intitulé du projet ou du document commune(s) (Dpts) / n° de dossier ARA

De : > thomas.niogret [REDACTED]

Date : 05/03/2021 19:33

Pour : Autorite-environnementale - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE emis par LACOULOUMERE Paul - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE <ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr>

Copie à : FAUCON Mireille (Chef de pôle) - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE [REDACTED]

Bonjour,

Pour faire suite à votre demande voici les réponses apportées (en italique et en rouge) :

- quelle est actuellement l'occupation des parcelles destinées à être irriguées

-> *Les parcelles sont actuellement cultivées en maïs ensilage, sorgho, seigle qui sont destinées à l'alimentation du bétail de l'exploitation.*

- l'exploitation a t'elle actuellement d'autres parcelles qui sont irriguées, si oui quelle est leur superficie et le volume prélevé ?

-> *L'exploitation n'a pas d'autres terrains irrigués*

-quelles seront les céréales qui seront implantées, quels sont les volumes prévisionnels à l'ha qui sont prévus ?

-> *Les céréales seront les mêmes qu'actuellement (Sorgho, maïs ensilage, seigle).*

Il s'agit uniquement d'une irrigation destinée à "sauver" ces cultures destinées à l'alimentation du bétail de l'exploitation en cas de déficit pluviométrique

Les besoins en eau aximum dans ce secteur pour le Maïs et le Sorgho sont estimés à 1500 m3/ha/an et pour le seigle à 800 m3/ha/an.

Le volume de prélèvement indiqué de 50 000 m3 est un volume maximal annuel de prélèvement (45000 m3 pour l'irrigation des cultures et 5000 m3 pour l'abreuvement du bétail (dans un deuxième temps ce forage pourra avoir cette fonction, en arrêtant le prélèvement actuellement réalisé pour l'abreuvement du bétail qui est réalisé à partir du réseau d'eau potable).

Cette valeur de 50 000 m3 sera celle sollicitée dans le cadre du dépôt du dossier "loi sur l'eau" pour ce projet, sachant que le prélèvement, s'il est autorisé, le sera pour une valeur maximale annuelle de prélèvement, à ne pas dépasser valable plusieurs années (d'où aussi l'intégration à cette demande, du volume nécessaire pour l'abreuvement du bétail qui ne sera pas réalisé immédiatement)

La valeur de 45000 m3 a été calculée en considérant que l'ensemble des 30 ha sera irrigué avec les cultures les plus consommatrices d'eau (soit 1500 m3/ha/an), en absence de précipitations suffisantes. A ce stade il est difficile d'anticiper pour les années à venir la proportion de chaque culture en fonction des rotations au sein de la zone irriguée, les précipitations et si les 30 ha seront irrigués en totalité tous les ans. Il est possible certaines années qu'aucun prélèvement ne soit réalisé pour l'irrigation.

.

-ces parcelles sont-elles en zone vulnérable au nitrates ou dans des secteurs mis à la

consultation actuelle?

-> Ces parcelles ne sont pas actuellement en zone vulnérable aux nitrates. Il n'y a pas de consultation actuellement concernant la redéfinition des zones nitrates sur ce secteur (cependant d'après les premières informations disponibles la commune où sont positionnées les parcelles à irriguer ne serait pas proposée pour être classée en zone vulnérable nitrates dans le nouveau zonage)

En espérant que ces compléments vous soient suffisants, je reste à votre disposition pour toute information sur ce dossier.

Cordialement

--

Thomas NIOGRET

Conseiller hydraulique

Tél. :

Port. :

Chambre d'agriculture de l'Ain

4, Avenue du Champ de Foire - BP 84

01003 BOURG EN BRESSE CEDEX

www.ain.chambre-agriculture.fr

[Retrouvez-nous sur Facebook](#)

Le Jeudi 4 Mars 2021 17:08 CET, Autorite-environnementale - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE emis par LACOULOUMERE Paul - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE <ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr> a écrit:

Bonjour,

En application des articles L.122-1 et R.122-3 du code de l'environnement, vous m'avez transmis pour examen le dossier en objet.

Ce dossier a été reçu à la DREAL le 25/02/2021 mais ne peut être considéré comme complet à ce jour. Aussi, afin que votre demande puisse être instruite, je vous demande de bien vouloir envoyer les compléments suivants :

- quelle est actuellement l'occupation des parcelles destinées à être irriguées ;
- l'exploitation a-t-elle actuellement d'autres parcelles qui sont irriguées, si oui quelle est leur superficie et le volume prélevé ;
- quelles seront les céréales qui seront implantées, quels sont les volumes prévisionnels à l'ha qui sont prévus ;
- ces parcelles sont-elles en zone vulnérable au nitrates ou dans des secteurs mis à la consultation actuelle.

Afin que votre demande puisse être instruite, je vous remercie de transmettre votre dossier avec l'ensemble des compléments, par retour de mail à l'adresse ci-dessus (ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr).

Le délai d’instruction de 35 jours prévu pour vous informer de la nécessité ou non de réaliser une étude d’impact ne commencera qu’à compter de la réception par mon service du dossier complet.

Paul LACOULOUMERE est à votre disposition pour tout échange si nécessaire.

DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
Service CIDDAE / Pôle Autorité environnementale
ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr